



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUËL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Audrey LLEDO, Julie FRÊCHE.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé du Pays de l'Or - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le 30 octobre 2014, le Pays de l'Or a initié la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 15 décembre 2011. Plusieurs objectifs guident cette révision, notamment :

- la prise en compte d'une nouvelle connaissance du risque d'inondation sur la Grande Motte,
- l'amélioration de la déclinaison de la Loi Littoral,
- l'intégration de la commune de Valergues dans le périmètre du SCoT,
- l'adaptation aux évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis 2011.

Le Conseil communautaire a débattu le PADD le 15 décembre 2015 puis le 26 septembre 2017. Enfin, le projet de SCoT révisé a été arrêté le 11 juillet 2018.

Le projet est transmis pour avis à Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'EPCI porteur de SCoT limitrophe. L'avis de la Métropole s'exprime dans la limite de ses compétences, conformément aux dispositions de l'article R.143-4 du Code de l'urbanisme.

De nombreux objectifs de ce projet de SCoT révisé font écho à ceux du projet de SCoT arrêté par la Métropole sur son propre territoire, notamment en termes de valorisation des espaces agricoles dans leur multifonctionnalité, de préservation de la ressource en eau, de développement touristique et économique durable ou de modération de la consommation foncière.

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or a choisi un scénario démographique plus cohérent avec les capacités d'accueil de son territoire en fixant un objectif d'environ 300 habitants supplémentaires par an contre 810 dans le SCoT approuvé en 2011.

L'objectif est ainsi d'accueillir 4 600 nouveaux habitants pour porter à 50 000 habitants environ la population à l'horizon 2033, soit un taux de croissance annuel de 0,6%. Cet accroissement de la population et la prise en compte des besoins en logements des populations actuelles génèrent la création de 3 900 logements dont plus de 60% en réinvestissement urbain.

L'enveloppe foncière du projet de territoire, y compris développement économique et les infrastructures, s'élève à 110 ha, soit une réduction de 60 % de la consommation foncière par rapport au rythme constaté les 10 dernières années.

Plus précisément, sur le thème des déplacements, le projet s'inscrit dans le système d'infrastructures du grand territoire en organisant le rabattement vers le Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues, en intégrant le projet de Déviation Est de Montpellier, en souhaitant une liaison entre la Gare Montpellier-Sud de France et l'Aéroport et en valorisant les euro-véloroutes. Le projet identifie également le rôle du Canal de Rhône à Sète dans le développement du transport de marchandise et du tourisme.

En ce qui concerne la gestion de la biodiversité et l'application de la Loi Littoral, le projet de SCoT localise des corridors écologiques sur les cours d'eaux en continuité avec des corridors prévus au projet de SCoT arrêté par la Métropole, sur le Salaison, la Cadoule et le Bérange.

Par ailleurs, comme dans le projet de SCoT révisé de Montpellier Méditerranée Métropole, le Triangle de l'Avranche est identifié en coupure d'urbanisation avec une liaison écologique en pas japonais à restaurer.

En termes de développement économique, le Pays de l'Or place l'agriculture au cœur de son projet. Par ailleurs, il affirme les polarités de Saint-Aunès et de Fréjorgues, celle-ci bénéficiant également du rayonnement du projet de renouvellement urbain et environnemental Ode.

Toutefois, malgré les réunions d'échanges tenues en phase préparatoire des projets de SCoT respectifs du Pays de l'Or et de Montpellier Méditerranée Métropole, un point de divergence apparaît à l'interface entre les deux territoires en raison de la localisation d'une « *respiration paysagère* » destinée à assurer un rôle de coupure urbanisation entre Saint-Brès et Valergues. L'emprise graphique de cette « *respiration paysagère* »

est largement dessinée sur le territoire de la Métropole, alors même que des extensions urbaines sont programmées dans le SCoT révisé de la Métropole sur ce même secteur (poursuite du nouveau quartier Cantausse à Saint-Brès et une polarité économique). Même si ce dessin n'a pas de valeur juridique, car il est positionné en dehors du périmètre d'intervention du SCoT du Pays de l'Or, il véhicule un message incohérent avec le projet de territoire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de révision de SCoT de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, sous réserve que la représentation de la « *respiration paysagère* » figurée entre les villages de Valergues et Saint-Brès soit circonscrite au territoire concerné par ce projet de SCoT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-56057-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.